

DOCUMENT D'INFORMATION SUR

LA TURQUIE

Août 2007

Direction des recherches
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Avertissement

Les renseignements contenus dans le présent document d'information ont été tirés de sources accessibles au public auxquelles a accès la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Le présent document d'information n'est pas, et ne prétend pas être, ni exhaustif en ce qui touche les conditions dans le pays passé en revue, ni concluant en ce qui touche le bien-fondé d'une demande d'asile particulière.

Recherche achevée le 17 mai 2007

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2. CONTEXTE POLITIQUE

3. PARTIS POLITIQUES

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

NOTES DE FIN DE DOCUMENT

RÉFÉRENCES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom officiel

République turque

Géographie

La Turquie est située dans le sud-est de l'Europe et le sud-ouest de l'Asie, et sa superficie totale est de 780 580 km². Les pays limitrophes de la Turquie sont : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Géorgie, la Grèce, l'Iran, l'Iraq et la Syrie. La Turquie est bordée par la mer Noire, la mer Égée et la mer Méditerranée. Le climat est tempéré avec des étés chauds et secs, et des hivers doux et humides.

Population et densité

Population : 71 158 647 (estimation de juillet 2007).

Densité : 94,7 hab./km² (estimation de juillet 2005).

Principales villes et population (estimation de 2005)

Istanbul 9 770 000; Ankara (capitale) 3 587 000; Izmir 2 498 000; Bursa 1 411 000;

Adana 1 247 000.

Langues

Le turc est la langue officielle. Autres langues : kurde, dimli (aussi appelé zaza ou zazaki) azéri, le kabardine et le gagaouze. Entre 1982 et 1991, une loi interdisant l'utilisation du kurde était en vigueur.

Religions

Environ 99,8 % de la population pratique l'islam (en majorité le sunnisme). Le reste de la population, 0,2 %, est surtout constituée de chrétiens et de juifs.

Groupes ethniques

Turcs (80 %) et Kurdes (20 %) (estimation).

Démographie (à moins d'indication contraire, estimation de 2007)

Taux de croissance démographique : 1,04 %.

Taux de mortalité infantile : 38,33 décès/1 000 naissances vivantes.

Espérance de vie à la naissance : 72,88 ans.

Taux de fécondité : 1,89 enfant né/femme.

Taux d'alphabétisation (% des personnes de 15 ans et plus qui savent lire et écrire) :

94,3 % des hommes et 78,7 % des femmes (2003).

Devise

Nouvelle livre turque (TNL).

0,84 TNL = 1,00 CAD

1.

Fêtes nationales

2006 : 1^{er} janvier (jour de l'An), 10-13 janvier (Kurban Bayram, fête du Sacrifice), 23 avril (fête de la Souveraineté nationale et Fête des enfants), 19 mai (commémoration d'Ataturk, jour de la Jeunesse et des Sports), 30 août (jour de la Victoire), 23-25 octobre (Seker Bayram, fin du ramadan), 29 octobre (jour de la République), 31 décembre 2006-3 janvier 2007 (Kurban Bayram, fête du Sacrifice).

2007 : 1^{er} janvier (jour de l'An), 23 avril (fête de la Souveraineté nationale et Fête des enfants), 19 mai (commémoration d'Ataturk, jour de la Jeunesse et des Sports), 30 août (jour de la Victoire), 13-15 octobre (Seker Bayram, fin du ramadan), 29 octobre (jour de la République), 20-23 décembre (Kurban Bayram, fête du Sacrifice)ⁱ.

Chef de l'État

Le président Ahmet Necdet Sezer (depuis le 16 mai 2000).
Le mandat du président Sezer a pris fin officiellement le 16 mai 2007.

Chef du gouvernement

Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan (depuis le 14 mars 2003).

Forme de gouvernement

La Turquie est une démocratie parlementaire républicaine. La Grande assemblée nationale (Turkiye Buyuk Millet Meclisi) élit le président pour un mandat de sept ans. Le président, qui ne peut obtenir qu'un seul mandat, choisit un premier ministre parmi les députés. La Grande assemblée nationale exerce le pouvoir législatif au sein du gouvernement turc.

Structure législative

La législature fédérale est monocamérale. La Grande assemblée nationale compte 550 députés élus par la population pour des mandats de 5 ans.

Divisions administratives

La Turquie compte 81 provinces :

Adana, Adiyaman, Afyonkarahisar, Agri, Aksaray, Amasya, Ankara, Antalya, Ardahan, Artvin, Aydin, Balikesir, Bartin, Batman, Bayburt, Bilecik, Bingol, Bitlis, Bolu, Burdur, Bursa, Canakkale, Cankiri, Corum, Denizli, Diyarbakir, Duzce, Edirne, Elazig, Erzincan, Erzurum, Eskisehir, Gaziantep, Giresun, Gumushane, Hakkari, Hatay, Icel (Mersin), Igdır, Isparta, Istanbul, Izmir (Smyrna), Kahramanmaras, Karabuk, Karaman, Kars, Kastamonu, Kayseri, Kilis, Kirikkale, Kirklareli, Kirsehir, Kocaeli, Konya, Kutahya, Malatya, Manisa, Mardin, Mugla, Mus, Nevsehir, Nigde, Ordu, Osmaniye, Rize, Sakarya, Samsun, Sanliurfa, Siirt, Sinop, Sirnak, Sivas, Tekirdag, Tokat, Trabzon (Trebizond), Tunceli, Usak, Van, Yalova, Yozgat et Zonguldak.

ⁱ Quelques dates peuvent varier d'une journée ou deux en raison du calendrier lunaire musulman.

Système judiciaire

Le système judiciaire est composé de la Cour constitutionnelle, de la Haute Cour d'appel (Yargitay), du Conseil d'État (Danistay), de la Cour des comptes (Sayistay), de la Haute Cour d'appel militaire et de la Haute Cour militaire administrative.

Élections

Les 550 députés de la Grande assemblée nationale turque sont élus au suffrage universel; tous les Turcs âgés de 18 ans et plus ont le droit de vote. Les partis politiques obtenant plus de 10 % des suffrages exprimés obtiennent au moins un siège. À la dernière élection du 3 novembre 2002, les résultats ont été les suivants :

le Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkinma Partisi — AKP) a obtenu 340 sièges et 46,7 % des suffrages exprimés, le Parti populaire républicain (Cumhuriyet Halk Partisi — CHP) 112 sièges et 20,8 % des suffrages exprimés et le Parti d'action nationaliste (Milliyetçi Hareket Partisi — MHP) 71 sièges et 14,3 % des suffrages exprimés. Les candidats indépendants, dont quelques pro-Kurdes; ont remporté 27 sièges.

Défense

Le service militaire est obligatoire. L'âge minimum pour la conscription est fixé à 20 ans. En août 2005, les forces armées de Turquie comptaient un effectif total de 514 850 personnes, réparties de la façon suivante :

Armée de terre :	402 000 personnes
Marine :	52 750 personnes
Armée de l'air :	60 100 personnes

La gendarmerie compte 150 000 personnes et la garde côtière 3 250. Les forces armées comptent 378 700 réservistes et la gendarmerie compte 50 000.

En 2005, le budget de la défense s'élevait à 9,81 milliards de dollars américains.

Médias

De 1979 jusqu'au début ou la moitié des années 1990, les médias étaient censurés en Turquie. En 1997, le gouvernement de Turquie a amnistié les journalistes emprisonnés. Les lois actuelles prévoient qu'un journaliste peut être arrêté pour un reportage portant sur un sujet que le gouvernement considère délicat.

Les journaux turcs à grand tirage sont : *Posta, Hurriyet, Sabah, Zaman, Fanatik, Takvim, Pas Fotomac, Milliyet, Vatan, Turkiye* et *Aksam*.

En 2003, il y avait environ 26,7 millions de postes de télévision et 3,5 millions d'ordinateurs personnels en Turquie. En 2005, il y avait environ 16 millions d'utilisateurs d'Internet.

Indice du développement humain (IDH) des Nations Unies et rang du paysⁱⁱ

Valeur : 0,757 (2004).

Rang : 92^e sur 177 pays (2004).

Indicateur des disparités entre les sexes dans le développement humain (IDSDH) des Nations Unies et rang du paysⁱⁱⁱ

Valeur : 0,745 (2004).

Rang : 71^e sur 136 pays (2004).

Population sous le seuil de la pauvreté

20 % (2002).

Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International^{iv}

Note : 3,8/10 (2006).

Rang : 60^e sur 163 pays (2006).

Baromètre mondial de la corruption (BMC) de Transparency International^v

Partis politiques 3,9; parlement/pouvoir législatif 4,0; secteur privé/des affaires 4,1; police 4,0; médias 3,9; système éducatif 4,1; armée 3,9; services d'utilité publique 4,0; enregistrements et autorisations 4,1; organisations non gouvernementales 4,0; et institutions religieuses 4,0.

[Information compilée à partir de : BBC 23 juillet 2007; Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats 2004; EurActiv.com 26 juillet 2007; *The Europa World Year Book 10 juin 2006 2006*, 4360-4395; *PHW 2007 oct. 2006*, 1254-1264; TI 7 déc. 2006; *ibid.* 6 nov. 2006; Nations Unies 2006; É.-U. 17 avr. 2007]

2. CONTEXTE POLITIQUE

Adhésion à l'Union européenne (UE)

En 1999, pour appuyer sa demande d'adhésion à l'Union européenne (UE), la Turquie a entrepris diverses réformes, dont une modification de sa constitution pour promouvoir les droits de la personne² et des changements dans ses politiques concernant les droits des

ⁱⁱ L'IDH est une mesure composite du développement humain dans un pays, fondée sur l'espérance de vie, les niveaux d'alphabétisation et d'instruction de même que le niveau de vie. Les valeurs sont les suivantes : 0,800 et plus (développement humain élevé), 0,500-0,799 (développement humain moyen) et 0,500 et moins (indice de développement humain faible). Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction de leur valeur de l'IDH.

ⁱⁱⁱ L'IDSDH redresse le classement de l'IDH pour tenir compte des inégalités entre les hommes et les femmes.

^{iv} L'IPC de Transparency International repose sur des données d'enquête composites provenant de 16 enquêtes par sondage et de 10 institutions indépendantes. Les données reflètent les perceptions des gens d'affaires résidents et non résidents et des analystes du pays. Les notes varient de 0 (très corrompu) à 10 (très intègre). En fonction de leur note, les pays sont classés par ordre du pays le moins corrompu (1) au pays le plus corrompu (163).

^v Le BMC de Transparency International est un sondage d'opinion utilisé pour évaluer la perception de la population au regard de la corruption dans leur propre État. La note va de 1 (non corrompu) à 5 (extrêmement corrompu).

femmes et la culture kurde³. L'*International Herald Tribune* affirme que [traduction] « c'est sa possible adhésion à l'UE qui a poussé la Turquie à lancer des réformes économiques et politiques »⁴. Même si Chypre n'a pas obtenu une reconnaissance diplomatique totale, l'engagement qu'a pris la Turquie, en tant que membre de l'UE, de reconnaître Chypre a servi de catalyseur dans les négociations relatives à son adhésion, qui ont vraiment débuté en octobre 2005⁵. Les négociations devraient durer environ 10 ans⁶.

En 2006, Human Rights Watch (HRW) s'est inquiété de ce que le gouvernement turc ne poursuive pas ses grandes réformes sur les droits de la personne qu'il avait dit vouloir faire⁷. Des représentants européens ont également souligné avec inquiétude que les tensions entre les défenseurs de l'islam et les défenseurs de la laïcité grandissent en Turquie⁸.

Laïcité et islam

La laïcité est une caractéristique importante de l'État turc moderne⁹. Des années 1990 à aujourd'hui, l'importance de l'influence de l'islam sur la politique a constitué un problème central¹⁰. Selon le *Political Handbook of the World 2007*, des tensions ont surgi à l'occasion de certaines nominations politiques, comme celle du gouverneur de la banque centrale en mars 2006, laquelle semblait reposer sur des considérations religieuses¹¹. En Turquie, en particulier chez les hauts gradés de l'armée, la possibilité que le premier ministre Erdogan introduise des principes islamiques dans la gestion des affaires de l'État est source d'inquiétudes¹².

Le mandat d'Ahmet Necdet Sezer à la présidence a pris fin officiellement le 16 mai 2007¹³. Le vote pour l'élection d'un nouveau président, boycotté par l'opposition, a eu lieu au parlement turc le 27 avril 2007¹⁴. Il ne manquait que quelques voix au candidat du Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkinma Partisi — AKP), le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gul, pour obtenir la présidence¹⁵. Le principal parti d'opposition, le Parti populaire républicain (Cumhuriyet Halk Partisi — CHP), a interjeté appel devant la Cour constitutionnelle de Turquie pour faire annuler le vote, car le nombre minimal de parlementaire présents requis n'avait pas été atteint à l'occasion du vote du 27 avril 2007¹⁶. Les juges de la Cour ont tranché en faveur de l'annulation du vote pour la présidence à 9 contre 2¹⁷. Après cette décision de la Cour, le 2 mai 2007, le premier ministre Erdogan a demandé une élection parlementaire anticipé plutôt que d'attendre le 4 novembre 2007, date prévue pour l'élection¹⁸. Les élections parlementaires ont eu lieu le 22 juillet 2007 et ont donné la victoire à l'AKP de M. Erdogan avec 340 sièges sur 550¹⁹. Après sa victoire, M. Erdogan a déclaré qu'il respecterait le caractère séculaire de la Turquie et défendrait l'unité nationale²⁰.

La Turquie et le Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkeren Kurdistan — PKK)

Dans les années 1980 et 1990, l'Est et le Sud-Est de la Turquie ont été le théâtre d'une guerre civile entre l'armée turque et le PKK séparatiste²¹. Environ 30 000 personnes ont été tuées au cours de cette guerre civile²². En 2004, le PKK a mis fin au cessez-le-feu qui

durait depuis cinq ans²³, enclenchant ainsi une escalade de la violence entre le PKK et les forces turques²⁴. Certaines forces du PKK mènent des opérations contre les forces turques depuis le Nord de l'Iraq²⁵. Le gouvernement de Turquie a demandé aux forces irakiennes d'arrêter les membres du PKK²⁶.

3. PARTIS POLITIQUES

Parti au pouvoir

Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkinma Partisi — AKP) :

L'AKP, [traduction] « démocratique et conservateur », a été fondé en 2001²⁷. Recep Tayyip Erdogan, chef de l'AKP, n'a pas été en mesure de se présenter aux élections dans un premier temps, car il avait été emprisonné en 1998 pour avoir récité un poème²⁸ qui se serait [traduction] « "appuyé sur la religion pour inciter à la haine" »²⁹. Après que l'AKP a obtenu 363 des 550 sièges aux élections législatives de novembre 2002, le parlement turc a approuvé un changement constitutionnel qui a permis à M. Erdogan de se présenter aux élections et d'obtenir un siège³⁰. En juillet 2005, l'AKP avait 357 sièges à l'assemblée législative³¹. En juillet 2007, l'AKP a gagné 340 des 550 sièges au parlement³². Le *Political Handbook of the World 2007 (PHW 2007)* décrit l'AKP comme une [traduction] « formation religieuse modérée de centre droite »³³.

Principaux partis de l'opposition

Parti populaire républicain (Cumhuriyet Halk Partisi — CHP) : Fondé par Mustafa Kemal Atatürk en 1923, le CHP est traditionnellement laïque et nationaliste, et il prône l'interventionnisme économique³⁴. Le CHP a gouverné la Turquie de 1923 à 1950³⁵. Entre 1981 et 1992, le CHP a été dissous³⁶. Aux élections législatives de novembre 2002, le CHP a obtenu 178 des 550 sièges³⁷. Aux élections législatives de juillet 2007, le CHP a obtenu 112 sièges³⁸.

Le Parti du mouvement nationaliste (Milliyetçi Hareket Partisi — MHP) : Décrit par le *Political Handbook of the World 2007 (PHW 2007)* comme un parti ultranationaliste, sa création remonte à 1948³⁹. Il a d'abord porté le nom de Parti républicain d'une nation paysanne (Cumhuriyetçi Köylü Millat Partisi — CKMP), puis de Parti conservateur (Muhafazakar Parti — MP) puis de Parti travailliste national (Milliyetçi Çalışma Partisi — MCP)⁴⁰. En juillet 2007, le MHP a remporté 71 sièges aux élections législatives.⁴¹ Devlet Bahçeli est le chef du MPH⁴².

Autres partis politiques⁴³

Parti de la Turquie en évolution (Degisen Turkiye Partisi — DEPAR), Parti communiste de Turquie (Turkiye Komünist Partisi — TKP), Parti de la démocratie et de la paix (Demokrasi ve Baris Partisi — DBP), Parti de la gauche démocratique (Demokratik Sol Partisi — DSP), Parti populaire démocratique (Demokratik Halk Partisi — DEHAP), Parti pour une société démocratique (Demokratik Toplum Partisi — DTP), Parti démocrate de Turquie (Demokrat Turkiye Partisi — DTP), Parti égalité (Esitlik Partisi), Parti de la prospérité (Saadet Partisi — SP), Parti pour une société libre (Ozgür Toplum Party — OTP), Parti de la grande union (Buyuk Birlik Partisi — BBP), Parti de la justice (Adalet Partisi — AP), Parti du travail (Emegin Partisi — EMEP), Parti libéral-

démocrate (Liberal Demokrat Parti — LDP), Parti de la mère patrie (Anavatan Partisi — ANAP), Parti ma Turquie (Türkiyem Partisi — TP), Parti d'action nationaliste (Milliyetçi Hareket Partisi, MHP), Parti nouveau (Yeni Parti — YP), Parti de la nouvelle Turquie (Yeni Türkiye Partisi — YTP), Parti pour une république indépendante (Bağımsız Cumhuriyet Partisi), Parti pour une Turquie indépendante (Bağımsız Türkiye Partisi — BTP), Parti de la patrie (Yurt Partisi), Parti de la liberté et du changement (Hürriyet ve Değişim Partisi — HURPARTI), Parti de la liberté et de la solidarité (Özgürlük ve Dayanışma Partisi — ODP), Parti pour une Turquie lumineuse (Aydınlık Türkiye Partisi — ATP), Parti de la nation (Millet Partisi — MP), Parti des droits et des libertés (Hak ve Özgürlükler Partisi — HAK-PAR), Parti pour un progrès populaire (Halkın Yükselişi Partisi — HYP), Parti de la renaissance (Yeniden Doguş Partisi — YDP), Parti démocrate républicain (Cumhuriyetçi Demokrasi Partisi — CDP), Parti socialiste révolutionnaire des travailleurs (Devrimci Sosyalist İsci Partisi — DSİP), Parti socialiste démocrate (Sosyalist Demokrasi Partisi — SDP), Parti social-démocrate (Sosyal Demokrat Parti), Parti social-démocrate du peuple (Sosyaldemokrat Halk Partisi — SHP), Parti de la juste voie (Doğru Yol Partisi — DYP), Parti socialiste turc des travailleurs (Türkiye Sosyalist İsci Partisi — TSİP), Parti des travailleurs (İsci Partisi — İP), Parti du mouvement des travailleurs (Emekçi Halk Partisi — EHP), Parti de la jeunesse (Genç Parti — GP).

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkeren Kurdistan — PKK) : Le PKK a été fondé en 1978 et il a commencé sa quête d'un Kurdistan indépendant en 1984⁴⁴. Le PKK est également connu sous les noms de Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan (Congress for Freedom and Democracy in Kurdistan — KADEK) et de KONGRA-GEL⁴⁵. En août 1999, Abdullah Öcalan, chef du PKK, a demandé au PKK de cesser ses activités violentes et, en septembre 1999, un accord de cessez-le-feu a été signé entre le PKK et le gouvernement turc⁴⁶. En avril 2002, les dirigeants du PKK dissous devenu le KADEK ont affirmé qu'ils poursuivraient leur lutte en faveur de la reconnaissance des droits des Kurdes au sein de l'État turc en utilisant des moyens politiques plutôt que la lutte armée⁴⁷. En mai 2002, l'UE a affirmé qu'elle plaçait encore le PKK parmi les groupes [traduction] « terroristes » et le gouvernement turc a affirmé que la transformation du PKK en KADEK était une ruse⁴⁸. Une annonce de juin 2004 faite par le PKK a légitimé son recours à la stratégie de la lutte armée parce que, selon lui, le gouvernement turc aurait enfreint le cessez-le-feu de 1999⁴⁹. Depuis avril 2005, il y a des escarmouches entre les forces turques et le bras armé du PKK, les **Forces de défense du peuple (Hezen Parastina Gel — HPG)**⁵⁰.

Gauche révolutionnaire (Devrimci Sol — Dev-Sol) : Dursun Karatas a fondé la Dev-Sol en 1978⁵¹. Vers 1993, la Dev-Sol s'est scindée en deux groupes⁵². L'un d'eux, la faction « Karatas », est devenu le **Parti révolutionnaire populaire de libération – Front (Devrimci Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi — DHKP-C)** en mars 1994⁵³. Le DHKP-C est en faveur d'une ligne marxiste anti-occidentale⁵⁴.

Autres groupes⁵⁵

Parti communiste turc du travail – léniniste (Turkiye Komunist Emek Partisi-Leninist — TKEP-L), Parti communiste turc – marxiste-léniniste (Turkiye Komunist Partisi-Marksist-Leninist — TKP-ML), Champions musulmans du grand orient – Front (Islami Buyuk Dogu Akincilari-Cephesi — BDA-C), Parti de Dieu (Hezbollah, sans lien avec le Hezbollah libanais), Brigade turque de vengeance (Turk Intikam Tugayi — TIT), Armée de libération des ouvriers et des paysans turcs (Turkiye Isci Koylu Kurtulus Ordusu — TIKKO), Unité (Tevhid).

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

En mai 2007, le Parlement turc a voté en faveur d'une modification constitutionnelle qui permettrait au président d'être élu directement par le peuple et d'obtenir deux mandats de cinq ans⁵⁶. Il y aura un référendum en octobre 2007 en Turquie sur cette question.

Dans le bulletin *CrisisWatch* du 1^{er} mai 2007, l'International Crisis Group (ICG) signale les tensions grandissantes entre d'une part l'AKP et d'autre part les partis laïques dans l'opposition et l'armée⁵⁷. En mai 2007 aussi, les turcs partisans de la laïcité ont organisé d'immenses manifestations pour défendre la laïcité dans le pays.

¹¹ Canada 26 avr. 2007.

² BBC 17 avr. 2007; *PHW* 2007 oct. 2006, 1258.

³ BBC 17 avr. 2007.

⁴ *International Herald Tribune* 23 avr. 2007.

⁵ BBC 17 avr. 2007.

⁶ *Ibid.*

⁷ HRW 2006.

⁸ *PHW* 2007 oct. 2006, 1258.

⁹ BBC 27 avr. 2007.

¹⁰ Freedom House 2006.

¹¹ *PHW* 2007 oct. 2006, 1258.

¹² *Ibid.*

¹³ *Hurriyet* 3 mai 2007.

¹⁴ Radio Free Europe 30 avr. 2007.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Washington Post* 3 mai 2007.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ EurActiv.com 3 mai 2007

²⁰ BBC 23 juillet 2007.

²¹ BBC 17 avr. 2007.

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

²⁴ Freedom House 2006.

²⁵ CFR 23 avr. 2007.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 599.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *PHW* 2007 oct. 2006, 1259.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

³² Euractiv.com 26 juillet 2007.

³³ *Ibid.*

-
- ³⁴ *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 599.
- ³⁵ *Ibid.*
- ³⁶ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 4384.
- ³⁷ *PHW 2007* oct. 2006, 1260.
- ³⁸ *Ibid.*
- ³⁹ *PHW 2007* oct. 2006, 1259.
- ⁴⁰ *Ibid.*
- ⁴¹ EurActiv.com 26 juill. 2007.
- ⁴² *The Europa World Year Book 2006* 2006, 4384.
- ⁴³ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006; *PHW 2007* oct. 2006; *Political Parties of the World* 24 janv. 2005.
- ⁴⁴ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 4385.
- ⁴⁵ *Ibid.*
- ⁴⁶ *PHW 2007* oct. 2006, 1263.
- ⁴⁷ *Ibid.*
- ⁴⁸ *Ibid.*
- ⁴⁹ *Ibid.*
- ⁵⁰ *Ibid.*
- ⁵¹ *Ibid.*, 1262.
- ⁵² *Ibid.*
- ⁵³ *Ibid.*
- ⁵⁴ MIPT 1^{er} avr. 2007.
- ⁵⁵ *PHW 2007* oct. 2006, 1262-63.
- ⁵⁶ OSAC 11 mai 2007.
- ⁵⁷ ICG 1^{er} mai 2007.

RÉFÉRENCES

- British Broadcasting Corporation (BBC). 17 mai 2007. « Turkish Secularist Parties Unite ». <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6666003.stm>> [Date de consultation : 17 mai 2007]
- _____. 27 avril 2007. « Turkish President Vote Challenged ». <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6598067.stm>> [Date de consultation : 17 mai 2007]
- _____. 17 avril 2007. « Country Profile: Turkey ». <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/europe/country_profiles/1022222.stm> [Date de consultation : 27 avr. 2007]
- Canada. 26 avril 2007. Banque du Canada. <<http://www.bank-banque-canada.ca/en/rates/converter.html>> [Date de consultation : 26 avr. 2007]
- Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats. 2004. « Turkey ». *Child Soldiers Global Report 2004*. <http://www.child-soldiers.org/document_get.php?id=933> [Date de consultation : 27 avr. 2007]
- Council on Foreign Relations (CFR). 23 avril 2007. Lionel Beehner. « The Iraqi Kurdish Question ». <<http://www.cfr.org/publication/13136/>> [Date de consultation : 30 avr. 2007]

États-Unis (É.-U.). 17 avril 2007. Central Intelligence Agency (CIA). « Turkey ». *The World Factbook*. < <https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/tu.html> > [Date de consultation : 18 avr. 2007]

The Europa World Year Book 2006. 10 juin 2006. Vol. 2. « Turkey ». Londres : Routledge.

Freedom House. 2006. « Turkey ». *Freedom in the World 2006*. <<http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=22&year=2006&country=7077>> [Date de consultation : 30 avr. 2007]

Human Rights Watch (HRW). 2006. « Turkey ». *World Report 2007*. <<http://hrw.org/englishwr2k7/docs/2007/01/11/turkme14831.htm>> [Date de consultation : 30 avr. 2007]

Hurriyet. 3 mai 2007. « New Debates over Who Is to Be Turkey's President in Interim Period ». <<http://www.hurriyet.com.tr/english/6451055.asp?gid=74>> [Date de consultation : 4 mai 2007]

International Crisis Group (ICG). 1^{er} mai 2007. « CrisisWatch N°45 ». <<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4804&l=1>> [Date de consultation : 1^{er} mai 2007]

International Herald Tribune [Paris]. 23 avril 2007. Steven A. Cook. « The EU, Erdogan and Turkey's Generals ». [Date de consultation : 30 avr. 2007]

The Memorial Institute for the Prevention of Terrorism (MIPT). 1^{er} avril 2007. Terrorism Knowledge Base (TKB). « Group Profile: DHKP/C ». <<http://www.tkb.org/Group.jsp?groupID=38>> [Date de consultation : 3 mai 2007]

Nations Unies. 2006. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). « Turkey ». *Human Development Report 2006*. <http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/countries/data_sheets/cty_ds_TUR.html> [Date de consultation : 4 mai 2007]

Political Handbook of the World: 2007 (PHW 2007). Octobre 2006. « Turkey ». Sous la direction d'Arthur Banks, de Thomas Muller et de William Overstreet. Washington : CQ Press.

Political Parties of the World. 24 janvier 2005. 6th ed. Sous la direction de Bogdan Szajkowski. Londres : John Harper Publishing.

Overseas Security Advisory Council (OSAC). 11 mai 2007. « Turkey's Parliament Favors Direct Elections ». <<http://www.osac.gov/Reports/report.cfm?contentID=68084>> [Date de consultation : 14 mai 2007]

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) [Prague]. 30 avril 2007. Jeffrey Donovan. « Turkey: Islam, Secularism Clash in Presidential Elections ». <<http://www.rferl.org/featuresarticle/2007/04/ba34e394-713a-442e-b837-d2e53b987728.html>> [Date de consultation : 30 avr. 2007]

Transparency International (TI). 7 décembre 2006. *Global Corruption Barometer 2006*. <http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb> [Date de consultation : 27 avr. 2007]

_____. 6 novembre 2006. *Corruption Perceptions Index 2006*. <http://www.transparency.org/layout/set/print/news_room/in_focus/cpi_2006/cpi_table> [Date de consultation : 27 avr. 2007]

Washington Post. 2 mai 2007. Anthony Shadid. « Turkish Premier Calls Vote to End "Blockade" on Democracy ».